



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 22 mai 2025

ZOOM : COLOMBIE – CROISSANCE DE 2,7 % AU T1 2025	2
Zone	3
Tenue du forum Chine-CELAC à Pékin	3
Colombie	3
Le déficit budgétaire s'élève à 2,1 % du PIB au T1 2025	3
Le gouvernement verse le retard de 600 M\$ dû aux fournisseurs d'énergie au titre des subventions aux ménages les plus vulnérables	3
Dégradation de la confiance des consommateurs au mois d'avril	4
Equateur	4
L'Equateur entamera des discussions avec les Etats-Unis en vue d'un accord commercial	4
En 2024, les recettes budgétaires du secteur minier ont atteint 1 Md\$	4
Guyana	4
Reprise des exportations directes de pétrole vers la Chine, après trois ans d'interruption	4
Pérou	5
Croissance de 3,9 % en g.a. au T1 2025	5
En 2024, le nombre d'entreprises formelles a augmenté de +1,7 %	5
Suriname – Guyana	5
Visite du président surinamais au Guyana	5
Venezuela	6
Les exportations de pétrole augmentent de 145 000 bpj au cours des quatre premiers mois de 2025	6

Zoom : Colombie – Croissance de 2,7 % au T1 2025

Au T1 2025, l'économie colombienne a enregistré une croissance de +2,7 % en g.a., soit 0,2 p.p. de plus qu'au T4 2024 (+2,5 %) et 2,4 p.p. de plus qu'au T1 2024 (+0,3 %). Cette variation est la meilleure enregistrée depuis 2022, et correspond aux projections les plus optimistes des analystes, qui prévoient entre 2,3 et 2,8 % de croissance.

Le secteur des activités artistiques et de divertissement s'est démarqué par une croissance de +15,5 % en g.a., contribuant à la croissance à hauteur de 0,6 p.p. Le secteur agricole a enregistré une croissance de l'ordre de +7,1 %, et a contribué à la croissance à hauteur de 0,7 p.p. Le secteur regroupant le commerce, le transport, l'hébergement et la restauration a présenté une croissance annuelle de +3,9 %, avec une contribution à la croissance de 0,8 p.p. Les secteurs de l'administration publique et des activités financières et d'assurance ont quant à eux enregistré des croissances de respectivement +3,5 % et +3,3 %. **Ces cinq secteurs d'activité sont à l'origine de plus de 90 % de la croissance de ce trimestre.** Par ailleurs, les secteurs de la construction et des industries extractives se sont contractés (-3,5 % et -5 % respectivement). De plus, le secteur industriel a présenté un faible taux de croissance, de +1,4 % – ce qui inquiète certains analystes, étant donné que ce secteur a enregistré des taux de croissance négatifs pendant six trimestres consécutifs (jusqu'au T4 2024).

La demande, stimulée tant par les dépenses des ménages que par celles du secteur public, est restée largement motrice : **elle a représenté 77 % du PIB de ce trimestre** et crû de +4,1 % en g.a. Cette dynamique a permis de compenser la faible avancée de l'investissement : **alors que la formation brute de capital a augmenté de +8,2 %, la formation brute de capital fixe a augmenté de +1,8 %**. Par ailleurs, certain experts soutiennent qu'une importante partie de la formation brute de capital pourrait être attribuée à l'accumulation d'inventaires – davantage qu'à une augmentation de l'investissement structurel ou à la croissance des entreprises – due à des anticipations liées aux tensions commerciales mondiales ou à des difficultés logistiques.

Ainsi, selon de nombreux analystes, l'investissement fixe est insuffisant pour soutenir la croissance économique colombienne, alors qu'il reste inférieur aux niveaux pré-pandémiques. Certains soutiennent que **ce faible investissement est une des principales limites à la croissance économique de la Colombie**, et qu'il serait notamment dû à des incertitudes en matière de réglementations, à des conditions fiscales difficiles à décrypter, et à une perception négative de l'environnement socio-économique du pays.

Le secteur des hydrocarbures suscite également des préoccupations : ce trimestre, la production de pétrole brut a diminué de -2 % en g.a., la production de gaz a diminué de -11 % en g.a., et la production de gaz commercialisé au niveau national a diminué de -18 % en g.a. Comme indiqué *supra*, le PIB du secteur des industries extractives a enregistré une contraction de -5 % en g.a., et les exportations d'hydrocarbures ont diminué de -5,4 % en g.a. La Colombie est pourtant très dépendante du secteur pétrolier : entre 2019 et 2023, ce dernier a représenté 33 % du total des exportations, 14 % des IDE, et 9 % des recettes de l'État.

Malgré ces points d'attention, les analystes prévoient que cette trajectoire de croissance se poursuive, soutenue par la consommation privée, une amélioration des perspectives d'investissement et une baisse de l'inflation. **Le consensus des analystes prévoit 2,6 % en 2025 et 2,9 % en 2026.** Cependant, le dynamisme de l'économie pourrait également être affecté par la matérialisation de divers risques, comme les tensions commerciales mondiales, de nouvelles pressions inflationnistes, un contexte budgétaire difficile, ou la variation des cours internationaux du pétrole.

Zone

Tenue du forum Chine-CELAC à Pékin

La quatrième réunion ministérielle du forum Chine-CELAC¹ s'est tenue à Pékin le 13 mai. Elle a réuni le président chinois Xi Jinping ainsi que plusieurs dirigeants latino-américains, dont le président colombien Gustavo Petro, ses homologues brésilien et chilien, et plusieurs ministres des Affaires étrangères.

Xi Jinping a annoncé cinq programmes destinés à renforcer la coopération avec l'Amérique latine et les Caraïbes, et qui porteront notamment sur le renforcement des liens politiques, la sécurité régionale, l'accord de bourses, la facilitation des visas, et des investissements dans les infrastructures, l'énergie, les télécommunications et l'intelligence artificielle. **Il a également déclaré qu'un crédit de 8,5 Md\$ serait accordé pour soutenir le développement des pays membres de la CELAC**, et qu'une exemption de visa serait étendue pour cinq pays latino-américains. Un plan de travail CELAC-Chine (2025-2027), qui trace la feuille de route pour des projets conjoints en intelligence artificielle, en transition énergétique et en sécurité alimentaire (entre autres) a été adopté.

Pour rappel, plus des deux tiers des pays de la région se sont joints à l'initiative des Nouvelles routes de la soie, à laquelle la Colombie vient d'adhérer (voir [nos précédentes brèves](#)). La Chine est le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine et des Caraïbes (en 2024, le commerce total entre la Chine et l'Amérique latine a dépassé pour la première fois les 500 Md\$), avec des accords de libre-échange conclus avec cinq pays.

Colombie

Le déficit budgétaire s'élève à 2,1 % du PIB au T1 2025

Ce chiffre marque une augmentation de 1,2 p.p. par rapport au T1 2024 (1 % du PIB). Il s'explique par une baisse des recettes totales et par une augmentation des dépenses, de respectivement -0,2 p.p. et +0,9 p.p. du PIB. La baisse des recettes est attribuable à une détérioration des recettes courantes et à une contraction des ressources en capital de l'État, tandis que la croissance des dépenses s'explique principalement par une augmentation des postes de dépenses d'investissement et des paiements d'intérêts. Ainsi, **à la fin du T1 2025, la dette publique s'est élevée à 63 % du PIB** (+5,6 p.p. par rapport au T1 2024, +1,4 p.p. par rapport à décembre 2024).

Le gouvernement verse le retard de 600 M\$ dû aux fournisseurs d'énergie au titre des subventions aux ménages les plus vulnérables

Cette semaine, le gouvernement colombien a versé 600 M\$ (2 500 Md COP) de subvention aux entreprises du secteur de l'énergie (électricité et gaz). Cette somme couvrirait la totalité des montants dus liés au retard budgétaire de 2024 ainsi qu'aux résolutions émises entre janvier et mai 2025. 87 entreprises du secteur de l'électricité et 76 entreprises de gaz naturel recevront respectivement 462 M\$ (1 930 Md COP) et 135 M\$ (565 Md COP).

Ces subventions font partie d'un système tarifaire différencié, par lequel le gouvernement colombien accorde des subventions pour alléger les factures d'électricité et de gaz des ménages les plus modestes. Toutefois, depuis 2023, des retards

¹ La CELAC (Communauté des États latino-américains et caribéens) est un organisme régional de dialogue et de coopération réunissant 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

de paiement ont entraîné une dette importante envers les entreprises du secteur, qui ont signalé les difficultés grandissantes qu’elles rencontraient de ce fait.

Dégradation de la confiance des consommateurs au mois d’avril

En avril, l’indice de confiance des consommateurs (ICC) a atteint -8,6 %, soit une diminution mensuelle de 1,5 p.p. Ce résultat s’explique notamment par une dégradation des attentes des consommateurs. L’ICC a toutefois progressé de 2,8 p.p. par rapport à avril 2024 (-11,4 %).

Les tendances observées au T2 2025, en comparaison avec le T1, semblent indiquer que la confiance des consommateurs se soit détériorée et que la perception de la situation du pays et des ménages soit plus négative. En revanche, la disposition à acheter des biens durables a augmenté par rapport au trimestre précédent – bien que la disposition à acquérir un logement ou un véhicule ait diminué.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,7%	32,4%	1650
Change USD/COP	-0,6%	6,2%	4169
Change EUR/COP	0,8%	12,4%	4724
Prix du baril (Brent, USD)	-1,8%	-21,8%	64,91

Equateur

L’Equateur entamera des discussions avec les Etats-Unis en vue d’un accord commercial

Le Conseil du commerce extérieur équatorien a récemment autorisé le ministère du Commerce extérieur à entamer des discussions avec les États-Unis en vue d’un accord-cadre portant sur le commerce, avec la possibilité de futurs accords commerciaux – dans le but de renforcer les relations

commerciales bilatérales des deux pays. Cette démarche répond aux droits de douanes de 10 % imposés par le président D. Trump depuis avril 2025 à la quasi-totalité de ses partenaires commerciaux, dont l’Équateur (qui a déjà réduit à 10 % les droits de douane sur les voitures importées des Etats-Unis). L’objectif est de négocier la suppression de ces droits de douanes ou de meilleures conditions d’exportation, notamment pour des produits phares comme la crevette, la banane et les fleurs.

En 2024, les recettes budgétaires du secteur minier ont atteint 1 Md\$

Ce montant représente près de 5 % des recettes budgétaires totales, et est notamment dû à l’exploitation des deux mines importantes, *Fruta del Norte* (or) et *Mirador* (cuivre), en activité depuis 2019. Bien que son apport budgétaire reste inférieur à celui du pétrole (1,9 Md\$ en 2024), le secteur minier gagne en importance, alors que la production pétrolière est en léger déclin. La récente hausse des prix de l’or (+95 %) et du cuivre (+110 %) a favorisé la croissance des recettes fiscales minières, alors que les entreprises du secteur paient l’impôt sur le revenu, la TVA, des redevances (jusqu’à 8 %), et parfois des contributions exceptionnelles (comme celle liée à la sécurité intérieure, imposée en 2024). En 2025, il est estimé que les recettes minières s’élèveront à 1,1 Md\$, notamment grâce au projet minier *El Domo-Curimpamba* (or et cuivre). Le secteur devrait continuer à croître, avec six nouveaux projets prévus d’ici 2031.

Guyana

Reprise des exportations directes de pétrole vers la Chine, après trois ans d’interruption

Un pétrolier VLCC (*Very Large Crude Carrier*, chargé de près de deux millions de barils de pétrole brut guyanien, devrait arriver en Chine

fin juin. **Il s'agira du premier voyage direct entre le Guyana et l'Extrême-Orient à bord d'un VLCC depuis 2022**, alors que ce type de chargement est habituellement acheminé vers la côte pacifique puis rechargé sur d'autres navires à destination de l'Asie. La production pétrolière du Guyana, répartie sur trois projets, dépasse actuellement les 600 000 bpj. Un quatrième développement, qui devrait entrer en activité fin 2025, devrait porter cette production à 900 000 bpj. En 2025, le gouvernement guyanien prévoit d'exporter 246 cargaisons d'environ un million de barils chacune.

Pérou

Croissance de 3,9 % en g.a. au T1 2025

Ce résultat est notamment porté par les secteurs de la pêche (+25,2 %), de l'agriculture (+4,0 %) et de la manufacture (+4,0 %). Le secteur de la construction a crû de +5,3 %, et le commerce de +3,4 %. Les services liés au transport et à l'entreposage ont progressé de +7,4 %, tandis que les services immobiliers et personnels ont augmenté de +4,3 %. Le secteur financier et les télécommunications stagnent (+0,6 % et -0,1 %, respectivement). **Après trois trimestres consécutifs de reprise autour de +4 % en g.a., la dynamique positive de l'économie devrait se poursuivre au T2 2025.** Plusieurs facteurs favorisent cette tendance, notamment une inflation sous contrôle, et les termes de l'échange qui restent à des niveaux historiquement élevés.

En 2024, le nombre d'entreprises formelles a augmenté de +1,7 %

Ainsi, en 2024, le Pérou comptait un total de 2,3 millions d'entreprises formelles, dont 99,1 % étaient des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), qui ont contribué au PIB à hauteur de 20,2 %. Dans le secteur privé, les MPME ont concentré 87 % des postes de travail, soit 10,2 millions, sur un

total de 11,8 millions d'emplois. Le montant des exportations des MPME s'est élevé à 4,2 Md\$, soit 5,6 % des exportations totales du pays. Plus de 80 % des exportations des MPME provient de deux secteurs : les produits miniers (61 %) et les produits agro-industriels (21,2 %). Les principales destinations de ces exportations sont l'Inde (43 %), les Émirats arabes unis (15 %) et les États-Unis (11 %).

Suriname – Guyana

Visite du président surinamais au Guyana

Cette semaine, **le président surinamais Chan Santokhi s'est rendu à Georgetown pour rencontrer son homologue guyanien, Irfaan Ali, dans le cadre d'une visite portant sur l'intensification de la coopération bilatérale entre les deux pays.** Les deux chefs d'Etat ont réaffirmé leur volonté commune de renforcer leurs liens, tant sur le plan économique que politique. **Les discussions ont porté en priorité sur les infrastructures, l'énergie et le commerce, avec comme projet emblématique la construction d'un pont sur le fleuve Corentyne, qui longe la frontière entre les deux pays.**

En marge de ces échanges, le président Santokhi a participé à l'inauguration du bureau de vente de pierres d'une filiale de la société publique surinamaïse Grassalco – qui devient la 1ère entreprise surinamaïse à ouvrir une succursale à l'étranger. Ce nouveau point de vente, situé à Georgetown, vise à répondre à la demande croissante de matériaux de construction au Guyana, portée par le boom pétrolier et les projets d'infrastructure.

Venezuela

Les exportations de pétrole augmentent de 145 000 bpj au cours des quatre premiers mois de 2025

Au cours des quatre premiers mois de 2025, PDVSA a enregistré un chiffre d'affaires de 5,1 Md\$ (+8,5 % en g.a.), malgré la baisse du prix du pétrole brut Merey. **Cela est dû au fait que les exportations ont augmenté de 145 000 bpj en g.a.**, pour se chiffrer à 930 000 bpj. En mars, le Merey, pétrole de référence vénézuélien, a enregistré une baisse mensuelle de -7,2 %, pour s'échanger à 56,7 \$/baril. Depuis janvier, le prix moyen a été de 62,4 \$/baril, soit -10,7 % par rapport à 2024.

Par ailleurs, le dernier rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a indiqué que les chiffres officiels annonçaient une production de 1 050 000 bpj en mars (+3 000 bpj). Des sources secondaires ont cependant indiqué que la production avait été de 888 000 bpj (- 34 000 bpj).

La production et les exportations de pétrole au Venezuela seront toutefois fortement atteinte par l'avenir de la licence de l'OFAC donnée à Chevron (principale compagnie pétrolière étrangère jusqu'ici active au Venezuela), et qui doit prendre fin au 27 mai prochain.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)